

Le retour de l'histoire économique ?

Guillaume CALAFAT & Éric MONNET

Le récent succès d'ouvrages d'histoire économique, alors même que cette spécialité paraît souvent négligée à l'université, ainsi que des évolutions disciplinaires simultanées, font espérer de nouveaux rapprochements entre l'histoire et l'économie.

Un constat courant, dressé par les historiens comme par les économistes, est que l'histoire économique a presque disparu de l'université, que ce soit des enseignements ou des nouvelles publications. Ce constat, indéniablement fondé et documenté, concerne tous les pays. Il tranche cependant avec le succès récent, succès public et/ou universitaire, d'un certain nombre d'ouvrages d'histoire économique, que l'on pense ici à des livres aussi différents – en termes de méthodes, d'analyses et de conclusions – de Niall Ferguson, de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, de Kenneth Pomeranz, de David Graeber, de Daron Acemoglu et James Robinson, de Thomas Piketty bien sûr, ou même à *Collapse* de Jared Diamond qui comporte quelques analyses d'histoire économique¹. Plus généralement, les références à l'histoire économique ont largement nourri le débat politique et économique pendant la crise financière (cf. le dernier livre de Barry Eichengreen qui fait le point sur ces usages²). Heureuses ou malheureuses, ces références ont mis en avant certains travaux habituellement relativement marginaux et peu relayés dans le débat public, autant qu'elles ont révélé, y compris aux universitaires eux-mêmes, que le nombre de personnes travaillant actuellement sur l'histoire de la finance, des marchés et des crises économiques par exemple, était extrêmement – voire ridiculement – réduit au sein des départements d'histoire et d'économie.

Les différents travaux qui ont reçu récemment une grande attention ne reflètent pas nécessairement l'ensemble des études actuelles en histoire économique, ne serait-ce que parce que ce sont principalement des études macroéconomiques et parce que – en écho direct aux problèmes économiques actuels les plus urgents – leur objet d'étude porte majoritairement sur l'histoire financière. Ils constituent néanmoins une bonne porte d'entrée pour interroger l'état

* Nous remercions vivement Nicolas Delalande pour les commentaires apportés à une première version de ce texte.

¹ Ce texte n'a pas vocation à constituer une synthèse des travaux en histoire économique aujourd'hui, et encore moins à fournir une analyse bibliographique exhaustive. Nous mentionnons simplement quelques références ou quelques noms à même d'orienter le lecteur. Diamond, Jared. *Effondrement: comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Gallimard, 2006 ; Ferguson, Niall. *The ascent of money: A financial history of the world*. Penguin, 2008 ; Reinhart, Carmen M., and Kenneth Rogoff. *This time is different: eight centuries of financial folly*. Princeton University Press, 2009 ; Pomeranz, Kenneth. *Une grande divergence : la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*. Albin Michel, 2010 ; Acemoglu, Daron et James Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Crown Business, 2012 ; Piketty, Thomas. *Le capital au XXI^e siècle*. Seuil, 2013 ; Graeber, David. *Dettes: 5000 ans d'histoire*. Éditions Les Liens qui libèrent, 2013.

² Eichengreen, Barry. *Hall of Mirrors: The Great Depression, The Great Recession, and the Uses-and Misuses-of History*, Oxford University Press, 2015. Pour un court résumé de ces débats, voir <http://traces.hypotheses.org/133>

et la place de l'histoire économique. En effet, des évolutions récentes et indépendantes au sein de la recherche en histoire et en économie laissent possiblement augurer un renouveau de l'histoire économique. Pour pleinement s'accomplir, elles demandent cependant une collaboration plus profonde et surtout une meilleure compréhension mutuelle des méthodes et objectifs des deux disciplines. Si ces évolutions ne sont donc pas forcément accomplies, elles témoignent au moins d'un besoin et d'une demande pour ce que l'on pourrait appeler un *retour* de l'histoire économique. Enfin, c'est aussi la situation politique présente qui pousse aujourd'hui à un regain d'intérêt pour l'histoire économique.

Une longue désaffection

Les raisons de la perte d'influence de l'histoire économique sont bien connues. Pourtant cette dernière a longtemps régné au sein des deux disciplines.

Dans les départements d'histoire, l'économie avait une place forte au XIX^e car elle faisait partie intégrante du récit national. Plus tard, c'est, dans des genres très différents, l'histoire marxiste et l'école des *Annales* qui ont porté l'histoire économique. La dimension économique de la dynamique historique était considérée comme essentielle, soit car première vis-à-vis de tout rapport social dans la tradition marxiste, soit comme élément privilégié d'analyse des transformations (techniques, commerciales, entrepreneuriales, etc.) de longue durée pour les historiens des *Annales*. La désaffection de l'histoire économique chez les historiens est venue d'une critique radicale de la primauté des rapports économiques et d'une attention plus forte portée surtout aux discours et aux représentations (du monde, du marché etc.). Elle s'est doublée d'une critique, à la fin des années 1970, des outils statistiques et de l'absence de neutralité de la quantification. Pour le dire schématiquement, l'histoire culturelle et l'histoire des représentations a progressivement remplacé l'histoire économique – et ce, paradoxalement, au moment même où la diffusion et les progrès des outils informatiques semblaient offrir de nouveaux instruments de mesure et de nouvelles possibilités d'analyse des économies du passé.

Pour les économistes, longtemps leur discipline fut nécessairement une science historique. Pour l'École historique allemande ou l'institutionnalisme américain, qui régnèrent en maître au moins jusqu'à l'entre-deux guerres, le rôle de l'économie était d'étudier les évolutions de long terme en insistant sur leurs caractéristiques institutionnelles, en rejetant l'idée de théories universelles non historiquement situées. Dans ces courants comme dans d'autres majoritaires pendant cette période, les notions d'institutions et de cycles étaient primordiales, et des ponts ont ainsi pu facilement être construits notamment avec l'école des *Annales* jusqu'aux années 1960, mais aussi, plus largement, avec la sociologie économique. Même chez certains économistes qui s'éloignaient de l'analyse institutionnaliste, comme Milton Friedman, l'histoire conservait une place prépondérante sans laquelle la théorie économique n'avait pas de sens. L'économie marxiste et les courants qui la prolongèrent de diverses manières, comme l'École de la Régulation en France, attachèrent également une place prépondérante à l'histoire, rencontrant là encore les aspirations d'historiens qui partageaient la conviction de la primauté de l'économie dans les rapports sociaux et politiques. Chez les économistes, l'histoire économique fut vaincue en raison de deux évolutions principales. Tout d'abord, l'histoire fut évincée par l'économie formaliste et son ambition de modéliser la science économique sur la physique, qui aboutit souvent à nier l'historicité et la contingence des comportements, des institutions et des théories³. C'est là, sans doute, et encore aujourd'hui, la principale pomme de discorde entre économistes et

³ Mirowski, Philip. *Plus de chaleur que de lumière : l'économie comme physique sociale, la physique comme économie de la nature*, Economica, 2001.

historiens (autour, notamment, des postulats sur les comportements des agents économiques fondés essentiellement hors contexte, sur des bases contemporaines). Deuxièmement, le rôle accru des économistes dans la régulation administrative de l'économie, d'abord dans la planification puis, quelques décennies plus tard et dans une perspective opposée, dans la création et la régulation de marchés concurrentiels ou dans l'évaluation des politiques publiques, a valorisé la figure de l'« économiste ingénieur », et ainsi l'expertise technique spécialisée aux dépens de la figure ancienne de l'économiste généraliste qui fondait sa légitimité sur la connaissance historique et institutionnelle de l'économie.

L'histoire économique a ainsi perdu de sa puissance et de son influence tout en demeurant, certes, encore active au sein des départements d'économie, représentée d'une part par des descendants de l'économie institutionnaliste, et surtout, d'autre part, par un courant apparu aux États-Unis dans les années 1960 (la « cliométrie ») qui eut d'abord pour objectif d'appliquer les méthodes de l'économie néoclassique à l'histoire. Ce courant, récompensé par les prix Nobel de Douglass North et Robert Fogel en 1993, fut et est toujours indéniablement fructueux et divers, ne serait-ce que parce qu'il a su évoluer avec les raffinements des théories économiques des années 1980 sur les imperfections des marchés et le rôle des institutions. Alors même que cette approche, mettant en avant les méthodes quantitatives et le recours à la théorie, est devenue largement dominante au sein des historiens économistes œuvrant dans les départements d'économie et, au-delà, au sein des associations et revues d'histoire économique internationale, elle n'a toutefois pas su enrayer le déclin de l'histoire économique. Force est de constater sa faible représentation et son peu de notoriété au sein des économistes aujourd'hui⁴.

Pour résumer à grands traits, et en mettant volontairement de côté les nuances, les trois dernières décennies ont donc été marquées par une double tendance : d'une part, un déclin général de l'histoire économique, et, d'autre part, un éloignement intellectuel de plus en plus fort entre les quelques économistes et historiens continuant à travailler sur l'histoire économique. Les uns sont vus comme des apôtres incultes et invétérés de la quantification, des modèles mathématiques (très souvent inhibants pour les historiens) et du néolibéralisme ; les autres comme des chantres du culturalisme et du relativisme, attribuant plus de réalité aux discours qu'aux actes, et incapables d'attribuer une portée générale à leur analyse. Les historiens considèrent que les économistes utilisent les statistiques et pensent la rationalité des comportements avec aussi peu de regard critique que ce que les historiens faisaient il y a plus d'un siècle. Les économistes considèrent que les historiens ont abandonné la rigueur du chiffre et l'ambition généraliste pour l'argumentation littéraire et les études de cas, comme le faisaient les économistes de la première moitié du XX^e siècle. Chaque discipline voit dans l'autre le reflet d'un passé qu'elle cherche à oublier⁵.

⁴ Cf. Boldizzoni, Francesco. *The poverty of Clio: Resurrecting economic history*, Princeton University Press, 2011. Pour se rendre compte du faible poids institutionnel de l'histoire économique au sein des économistes, on peut, par exemple, mentionner la lointaine place des principales revues d'histoire économique au sein des classements de revues. Dans le classement de référence des revues en économie, [IDEAS/REPEC](#), aucune revue d'histoire économique ne figure parmi les 100 premières. [Ce constat a été récemment nuancé par Ran Abramitzky](#). L'auteur fait en effet le constat d'une hausse récente des publications d'histoire économique dans des revues d'économie généralistes. Toutefois, comme le reconnaît d'ailleurs en partie l'auteur, ce type de publication utilise l'histoire pour répondre à des questions d'économie, plus qu'il ne jette un regard neuf sur l'histoire. Ce regain d'intérêt peut donc s'expliquer par le récent tournant des économistes vers des travaux plus empiriques. Il reste à démontrer si ce courant pourra engager la discussion avec les historiens, dépasser le stade de l'économie appliquée, et redorer durablement l'image de l'histoire économique au sein de l'économie.

⁵ Pour prendre conscience combien ces divisions perdurent, on lira avec profit l'ouvrage de Francesco Boldizzoni précédemment cité et les [réactions qu'il a suscitées](#), ou [l'article de Morten Jerven consacré à l'histoire économique de l'Afrique](#).

Bien que les évolutions varient avec les caractéristiques institutionnelles de chaque pays, elles ont été observées partout et la France ne semble pas constituer ici une exception. Ce mouvement a été assez long pour affecter non seulement les publications et la recherche mais également l'enseignement. C'est sans doute ce qui pénalise le plus aujourd'hui un renouveau de l'histoire économique : les étudiants en histoire ne sont guère plus sensibilisés aux problématiques économiques – hormis quelques dynamiques très générales – et encore moins aux statistiques ; les étudiants en économie ne comprennent plus le sens d'une démarche historique et ne sont pas exposés à des méthodes et des types d'argumentation propres à l'analyse de l'histoire, différents des modèles formels et des raisonnements causaux et expérimentaux.

Si cette double tendance négative s'explique, comme nous l'avons vu, par des évolutions parallèles et propres aux deux disciplines, il ne faut pas sous-estimer un facteur commun qui tient aux évolutions politiques. Dans le *Capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty fait remarquer à juste titre que les travaux d'histoires économiques sur les inégalités de revenus et de patrimoines, importants dans les années 1950-1960, en Europe comme aux États-Unis, se sont pratiquement éteints par la suite, en lien avec la diminution de l'attention politique consacrée à ces sujets et à l'influence croissante de l'idée selon laquelle le capitalisme évoluerait vers de plus faibles inégalités économiques. Plus généralement, le déclin de l'histoire économique a coïncidé avec le déclin de la recherche de grands récits cherchant à expliquer de manière systémique et historique les fondements des régimes économiques, y compris le plus contemporain. Le champ de l'histoire économique a donc particulièrement été marqué par l'idéologie de la fin de l'histoire et son corrélat politico-économique, à savoir l'idée d'un triomphe nécessaire (ou, tout du moins, fortement souhaité) des démocraties libérales. Non pas que cette idée soit complètement évacuée : elle constitue encore l'horizon sous-jacent d'un ouvrage comme *Why Nations Fail* de Daron Acemoglu et James Robinson. Cependant, il paraît significatif que les travaux d'histoire économique qui ont eu le plus grand retentissement dans le débat public partagent tous un message similaire qui rompt avec les présupposés téléologiques qui avaient mis fin aux réflexions anciennes sur l'histoire. En effet, une conclusion commune à ces travaux pourtant très différents pourrait être, au contraire, qu'il n'y a rien d'inéluctable qui puisse justifier que notre système économique évoluerait vers une société avec moins d'inégalités, de crises financières, de rapports violents liés à la dette ou de systèmes de production pérennes sur le plan économique comme écologique.

De nouvelles pistes

Nous l'avons vu, la situation institutionnelle de l'histoire économique et l'état du dialogue entre disciplines aujourd'hui incite peu à l'optimisme, alors même que croît une demande, de la part du grand public, des politiques, des étudiants, vis-à-vis de ce type de travaux et d'enseignements. Pourtant, nous pensons que certaines évolutions disciplinaires parallèles chez les historiens et chez les économistes peuvent faire espérer de nouvelles convergences ou, tout du moins des discussions, et alimenter un retour conjoint de l'histoire économique dans les deux disciplines. Nous distinguons trois types d'approche – sans douter qu'il en existe déjà d'avantage – qui font actuellement apparaître des ambitions communes entre économistes et historiens : l'histoire de longue durée ou de long terme, l'histoire connectée et globalisée, et enfin, l'enrichissement des analyses des comportements individuels.

- *Long terme et longue durée*

Depuis une dizaine d'année, des économistes habitués des méthodes quantitatives et des modèles, ont effectué un retour aux archives avec l'objectif de retracer des évolutions ou des effets économiques de long terme et donc de dépasser une approche centrée sur l'individu, l'événement ou l'étude statique de rapports économiques. Deux types très différents de travaux se distinguent. Les premiers, en partie déjà mentionnés, se concentrent sur la construction de séries statistiques de long terme, avec l'objectif de renouer avec l'étude des cycles, de comprendre les dynamiques de long terme du capitalisme, et de situer le temps présent au sein de ces dynamiques. Le deuxième courant, bien différent, vise à déterminer les conséquences économiques de long terme d'une réforme ou d'une institution, en appliquant des méthodes statistiques habituellement utilisées pour l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit de se servir de l'histoire comme d'un laboratoire pour déterminer des rapports causaux que l'on peut ensuite interpréter en termes de théorie économique⁶.

Les différents travaux d'économistes ou d'historiens sur les évolutions de long terme opèrent souvent sur des bases méthodologiques et intellectuelles extrêmement différentes et, dans la plupart des cas, il est sans doute impossible qu'une synthèse puisse être simplement effectuée entre eux. C'est le cas en particulier des travaux économiques sur les effets de long terme qui font appel à une conception de la causalité totalement étrangère à la manière dont les historiens ont l'habitude de travailler et dont le but est d'isoler le plus possible les effets d'évènements singuliers, sans nécessairement envisager toute la dimension historique et complexe de la causalité. Néanmoins ils changent profondément l'échelle de temps avec laquelle les économistes ont l'habitude de travailler, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle prise en compte de l'histoire dans les théories économiques.

Les études de long terme menées par les économistes, d'autant plus lorsqu'elles donnent une large place à l'analyse historique des institutions et des politiques, ainsi qu'à une approche contextualisée et prudente des statistiques, comme celle de Thomas Piketty, amorcent plus facilement le dialogue entre les deux disciplines⁷. Comme le montre également l'ouvrage cité plus haut de l'anthropologue David Graeber, le dialogue et l'intérêt suscités par ces approches ne s'arrêtent pas aux discussions entre économistes et historiens.

L'ensemble de ces travaux, malgré leurs différences, déplacent brutalement et fortement l'échelle de temps avec laquelle travaillaient l'histoire et l'économie depuis plusieurs décennies. Les économistes se tournent vers le passé et appréhendent de nouveau la dimension historique des institutions et des marchés tandis que, pour un certain nombre d'historiens de l'économie, dans des veines parfois très différentes (Sheilagh Ogilvie, Regina Grafe, Oscar Gelderblom, Giacomo Todeschini, Peer Vries, Jean-Laurent Rosenthal et R. Bin Wong, François Gipouloux, etc.), la « longue durée » (qui peut osciller entre trois siècles et un millénaire) demeure une échelle temporelle d'analyse privilégiée pour comprendre changements, émergences, transformations et – petite, longue ou grande – « divergences ». Ce mot est indéniablement à la mode dans la discipline : outre les travaux de Pomeranz, Jan Luiten van Zanden défend l'idée d'une « petite divergence » qui, de 1300 à 1800, verrait les pays bordant la mer du Nord développer une économie plus prospère et dynamique que les pays du sud du continent – essentiellement grâce aux changements institutionnels induits par

⁶ Pour une présentation et une revue de littérature de ce type d'approche, voir l'article de Nathan Nunn, "The importance of History for Economic Developments".

http://scholar.harvard.edu/files/nunn/files/nunn_are_2009.pdf

⁷ Voir le dossier « Lire Le capital de Thomas Piketty ».

un rôle croissant des parlements et une meilleure formation du capital humain⁸. Timur Kuran défend quant à lui l'idée d'une « longue divergence » qui expliquerait le déclin, puis le sous-développement économique des sociétés du Moyen Orient, au cours du dernier millénaire, comme une production endogène des normes et des institutions du droit islamique⁹.

Si ces thèses surprennent, voire peuvent choquer, en raison de leur caractère tranché et schématique, elles ne laissent guère indifférents les historiens de l'économie. Fondées en grande partie sur les thèses d'Avner Greif – qui propose une comparaison des institutions de commerce au Moyen Âge – elles révèlent le poids très fort du questionnaire néo-institutionnaliste et de ses dérivés (chez Greif en particulier) dans le domaine de l'histoire économique. En cherchant à saisir les évolutions de long terme des structures économiques, il s'agit ainsi de réfléchir collectivement aux normes, aux institutions, aux corporations, aux privilèges industriels et économiques, aux manières multiples de penser l'expansion européenne, les politiques économiques des empires, la naissance du capitalisme, etc. D'une certaine façon, l'histoire économique semble avoir anticipé les appels retentissants – certes plus ou moins convaincants – au retour de la longue durée dans les domaines de l'histoire politique, culturelle ou environnementale¹⁰.

- *Changer d'échelle géographique*

Longue durée et long terme s'accompagnent d'un changement d'échelles. Chez les historiens, en particulier, une forte évolution est à l'œuvre pour promouvoir des perspectives transnationales ou globales et pour mettre en valeur les connexions, les échanges, entre des groupes ou des personnes de diverses origines, et rendre compte des perspectives de chaque partie, à rebours d'une histoire nationale ou d'une histoire écrite du point de vue des dominants. L'échelle d'analyse des relations économiques en est bouleversée. Une telle perspective se prête bien à la rencontre avec certaines analyses économiques qui intègrent les objets d'études liés à la mondialisation des échanges, aux flux financiers et aux relations de crédit, aux niveaux macroéconomique comme microéconomique (bien que pour ce dernier, les études internationales et comparatistes soient moins développées).

C'est dans cette perspective que récemment les rapports entre histoire et économie ont été les plus fructueux, à la suite, notamment, de la parution du livre de l'historien Kenneth Pomeranz qui mettait en valeur les niveaux de développements comparables de certaines régions de la Chine et de l'Angleterre avant la révolution industrielle¹¹. Une telle analyse a pu susciter des rapprochements entre économistes et historiens car elle avait elle-même réussi une formidable synthèse entre l'analyse des systèmes économiques et politiques, l'exploitation des sources qualitatives et quantitatives, et la problématisation de la comparaison dans une perspective de long terme (à l'heure, qui plus est, d'un essor majeur de

⁸ Zanden, Jan Luiten van. *The Long Road to the Industrial Revolution : The European Economy in a Global Perspective, 1000-1800*, Brill, 2009.

⁹ Kuran, Timur. *The Long Divergence. How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton, Princeton University Press, 2011. Voir également, sur la question du caractère difficilement « falsifiable » des thèses de Kuran, [la recension de Jean-Noël Ferrié](#).

¹⁰ Voir sur ce sujet [le dossier récent consacré à l'History Manifesto de David Armitage et Jo Guldi](#).

¹¹ Voir le livre et le dossier de la Vie des Idées sur l'histoire globale et une présentation des travaux de Pomeranz : <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-histoire-monde.html>. Sur les débats internationaux suscités par le livre de Pomeranz, voir Minard, Philippe. « Révolution industrielle et divergence orient-occident. Une approche d'histoire globale », *Revue de synthèse*, 132, n° 3 (2010), p. 455-464. Sur les réponses de Pomeranz, voir : Pomeranz Kenneth. *La Force de l'empire. Révolution industrielle et écologie, ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine*, Alforville, 2009.

l'économie chinoise et d'interrogations et d'inquiétudes occidentales nombreuses à son sujet). Ses conclusions parlaient autant aux historiens, en ce qu'elles bousculaient des périodisations communément admises et ouvraient d'importantes perspectives comparatistes, qu'aux économistes, car elles entraient en dialogue avec les théories du développement économique et annonçaient de nouvelles opportunités dans l'exploitation de sources statistiques.

Le livre de Pomeranz a ainsi rouvert des débats – qui demeurent très vifs – sur la divergence des évolutions économiques dans une perspective comparatiste. Cet exemple montre également que le renouveau de l'histoire économique, notamment en renouant avec le long terme, n'est pas un retour à ce qui faisait quelques décennies auparavant. Dans ce cas précis, c'est l'histoire traditionnelle de la révolution industrielle, telle qu'elle avait pu se faire il y a cinquante ans, qui est également renversée par le changement d'échelle de la comparaison. Notons toutefois que, chez Pomeranz, la comparaison est élargie car effectuée dans le long terme et à partir de régions éloignées géographiquement, mais que l'analyse est en réalité ramenée à un niveau régional fin (Lancashire pour l'Angleterre et vallée du delta du Yangzi pour la Chine) ; preuve que le maniement des jeux d'échelles demeure un élément essentiel de la démarche comparatiste. Du fait de l'élargissement de la comparaison, l'utilisation des méthodes statistiques se voit également soumise à une analyse beaucoup plus critique que ce que les monographies d'histoire économique de longue durée ont pu produire par le passé. Par les querelles statistiques et les débats terminologiques qu'il a suscités aussi bien chez les historiens de l'économie que chez les spécialistes des aires culturelles, le livre de Pomeranz pose ainsi des questions épistémologiques importantes à la discipline historique, ouvrant peut-être même la voie, comme le suggère Alessandro Stanziani dans un récent billet¹², à un rapprochement entre histoire-humanités et histoire-sciences sociales – une division qui traverse la discipline historique dans de nombreux univers académiques.

Mais les changements d'échelles ne se résument pas à l'histoire comparée. L'histoire économique tire également profit d'une analyse des connexions et des itinéraires globalisés de certains marchands ou de certains produits. Dans son étude centrée sur une compagnie juive dans la première moitié du XVIII^e siècle, Francesca Trivellato retisse avec précision les différents liens commerciaux qu'entretenaient les marchands sépharades avec leurs coreligionnaires comme avec des agents catholiques de Lisbonne ou des commerçants hindous de Goa ; dans son analyse, qui articule sans cesse échelles micro et macro, échelle locale et échelle globale, Trivellato s'intéresse au fonctionnement concret et aux rouages institutionnels, sociaux et discursifs du commerce interculturel ; partant, elle propose une histoire complexe et nuancée de l'émergence du capitalisme, de la dépersonnalisation des échanges marchands à l'époque moderne, et des fondements de la « confiance », souvent plus invoquée qu'étudiée empiriquement¹³. L'entrée par les marchandises, qui permet de combiner histoire matérielle, histoire économique et histoire des pratiques de consommation, constitue également l'un des domaines les plus dynamiques de l'histoire « historique » de l'économie ces dernières années¹⁴. Dans des perspectives différentes l'histoire du coton, de certains vins, du corail, des diamants, de la cochenille, de l'indigo, etc., sont autant de moyens de scruter les formats et l'histoire des entreprises, la question de la confiance entre agents lointains dans des

¹² <http://40ans.ehess.fr/2015/05/07/kenneth-pomeranz-et-les-avantages-du-colonialisme/>

¹³ Trivellato, Francesca. *The Familiarity of Strangers: The Sephardic diaspora, Livorno, and cross-cultural trade in the early modern period*, New Haven, Yale University Press, 2009. Pour une lecture : Calafat, Guillaume. « Familles, réseaux et confiance dans l'économie de l'époque moderne. Diasporas marchandes et commerce interculturel », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66/2 (2011), p. 513-531 (p. 522-524).

¹⁴ Sur l'approche par les produits, voir notamment Margairaz Dominique et De Oliveira Matthieu. « Produits et circuits du commerce », dans Maitte Corine, Minard Philippe et De Oliveira Matthieu (éd.), *La gloire de l'industrie. Faire de l'histoire avec Gérard Gayot*, Rennes, 2012, p. 91-98.

contextes risqués et incertains, les comportements économiques, les transformations technologiques, mais aussi les changements de goûts, les normes de qualité ou les modes de consommation.

- *Vers une approche multi-dimensionnelle des comportements humains*

À propos précisément des modes de consommation, le débat lancé par l'ouvrage de Jan de Vries sur la « révolution industrielle » de l'époque moderne n'a pas uniquement contribué à affiner la chronologie et les causes de la révolution industrielle¹⁵, il a également entraîné une floraison d'études – souvent critiques – sur les biens de consommations, sur le rôle des corporations et des entreprises dans le façonnement et l'évolution des goûts, mais aussi sur le temps (et la notion même) de travail partout en Europe. Même si les convergences entre les disciplines dans ces domaines sont loin d'être acquises, tant demeurent les différences méthodologiques, les chemins empruntés par les historiens rejoignent les questionnements qui sont aux fondements des théories et de la sociologie économiques (qu'est-ce qu'un marché ? comment les goûts et les préférences des individus évoluent ?) en leur redonnant une dimension historique et culturelle qui leur fait souvent cruellement défaut.

Par ailleurs, économistes et historiens montrent une volonté commune d'enrichir leur analyse des comportements humains, notamment en faisant appel à d'autres disciplines et, en particulier, à la psychologie et à l'analyse des réseaux sociaux. Que ce soit par l'histoire des émotions ou, dans une perspective très différente, la neuro-histoire ou l'histoire cognitive, la psychologie semble faire, aujourd'hui, un retour remarqué dans l'analyse historique. L'histoire des émotions s'intéresse à la motivation psychologique des actions des individus en tâchant de l'historiciser. La neuro-histoire fait appel aux sciences cognitives et à la neurobiologie pour comprendre le fonctionnement du cerveau humain dans une perspective évolutionniste de très long terme. Là encore, nous connaissons les critiques, pour la plupart fondées, adressées à ces courants et il ne s'agit pas ici d'en faire un éloge béat, mais plutôt de constater des évolutions parallèles au sein des disciplines historiennes et économiques susceptibles de faire émerger, si ce n'est des convergences méthodologiques, tout du moins des discussions à même d'enrichir notre connaissance de l'histoire économique.

En économie, le recours à la psychologie devient également de plus en plus fréquent (même s'il n'est pas nouveau et date notamment de la « théorie des perspectives » de Daniel Kahneman et Amos Tversky) dans l'optique de remises en cause répétées de la rationalité des agents. Issu de l'économie expérimentale (petite sœur de la psychologie expérimentale), ce courant influence en retour la microéconomie et ambitionne d'intégrer les croyances et les sentiments aux explications traditionnelles des comportements économiques. Comme l'histoire des émotions ou la neuro-histoire, il ne s'agit pas de paradigmes devenus dominants mais l'influence de ces approches n'a cessé de croître ces dernières années. Des études d'histoire économique menées par des économistes commencent à intégrer ces facteurs psychologiques pour expliquer les prises de risques et le fonctionnement de certains marchés financiers par exemple.

Si l'apport de la psychologie à l'histoire économique demeure marginal, ce n'est pas le cas de l'analyse des réseaux sociaux qui connaît également un développement parallèle rapide

¹⁵ De Vries, Jan. *The industrious revolution: consumer behavior and the household economy, 1650 to the present*. Cambridge University Press, 2008. Et sa lecture : Grenier, Jean-Yves. « Travailler plus pour consommer plus. Désir de consommer et essor du capitalisme, du XVIIe siècle à nos jours », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* vol. 3 (2010), p. 787-798. De Vries s'inscrit notamment dans le sillage de Brewer, John et Roy Porter (dir.). *Consumption and the world of goods*, Routledge, 1993.

chez les économistes comme chez les historiens et a déjà mené par ailleurs à des études d'histoire économique d'envergure. Le recours à l'analyse des réseaux, en grande partie fondé sur les apports méthodologiques de la sociologie économique, repose également sur la volonté d'expliquer les actions humaines par un grand nombre de paramètres de l'environnement de l'individu et de dépasser des points de vue holistes ou individualistes. Les historiens l'appliquent de plus en plus, en ayant recours à des outils statistiques, sans la limiter nécessairement à l'histoire économique, pour mettre notamment en évidence les relations sociales dont un individu peut bénéficier. Les économistes attachent de plus en plus d'importance à ces analyses, à leur fondement théorique et à leur application statistique, pour expliquer le fonctionnement de marchés et pour faire le lien entre les échelles microéconomiques et macroéconomiques.

Conclusion

Ces évolutions de la recherche au sein des disciplines économiques et historiques peuvent faire émerger de nouveaux terrains de discussion et faciliter ainsi la multiplication et la diffusion de travaux d'histoires économiques qui bénéficient par ailleurs d'une forte demande, notamment liée au contexte politique actuel qui met en doute bon nombre d'idées dominantes au sujet de l'évolution des économies capitalistes et de l'interprétation de leur histoire. En outre, il ne faut pas sous-estimer combien la diffusion de nouveaux outils de recherches numériques et statistiques (numérisation et traitement des données qualitatives comme quantitatives, accès facilité aux techniques statistiques d'analyses des réseaux ou des séries temporelles) peuvent aussi faciliter les liens entre économistes et historiens et aider à l'élargissement temporel et géographique des études historiques. Ce mouvement est d'autant plus fort que les nouvelles évolutions disciplinaires ont la capacité de remettre en cause et de faire évoluer les paradigmes de chaque discipline, précisément comme l'histoire économique a pu et su le faire naguère. Il faudra, pour qu'il s'accomplisse pleinement, qu'économistes et historiens passent outre l'ignorance, voire le mépris, réciproques, qui subsistent encore actuellement. Il ne s'agit pas, bien évidemment, d'effacer les frontières disciplinaires, mais de pousser chaque discipline à interroger ses propres méthodes, ses propres habitudes et ses propres objectifs, afin d'éviter, autant que faire se peut, les tentatives de colonialisme aveugle d'une discipline par une autre (tentation particulièrement fréquente chez les économistes...) que les rencontres manquées.

Publié dans laviedesidees.fr, le 5 janvier 2015

© laviedesidees.fr